

Politiques, programmes et projets de lutte contre la désertification : quelles évaluations ?

Séminaire de recherche, 29-30 juin 2011

Institut Agronomique Méditerranéen, Montpellier

Contexte, problématique, objectifs du séminaire

Ce séminaire organisé à l'initiative du Comité Scientifique Français de la Désertification¹ (CSFD) s'inscrit dans le cadre des activités qu'il a engagées depuis 2005 sur l'évaluation des coûts de la désertification et des bénéfices des investissements dans la lutte contre la désertification (LCD), la gestion durable des terres (GDT) et la valorisation des ressources naturelles des régions arides.

Ces travaux se sont concrétisés en 2006 par l'organisation à Rome d'un atelier international sur les coûts de l'inaction et les opportunités d'investissement dans les zones arides, semi-arides et sub-humides sèches². Cet atelier a permis de faire le point sur les démarches macroéconomiques d'évaluation des coûts de la dégradation des terres et leurs résultats ainsi que d'identifier des besoins en terme de méthode d'évaluation des actions de lutte contre la désertification, besoins formulés par les institutions de coopération travaillant à différentes échelles (organisations internationales et de la société civile, agences nationales de développement)³.

OBJECTIFS

Dans ce contexte, le séminaire de recherche « *Politiques, programmes et projets de lutte contre la désertification : quelles évaluations ?* » aura pour objectifs :

- **Au plan international** de contribuer à la préparation de la seconde grande conférence scientifique de la Convention des Nations Unies de Lutte contre la Désertification (CNULCD) et de promouvoir l'expertise française dans un cadre international. Les termes de référence de cette conférence qui aura lieu en 2012 visent la production d'une évaluation de l'état des savoirs sur l'économie de la désertification, sur la gestion durable des terres et sur la résilience des écosystèmes. Ils incluent la traduction des résultats scientifiques développés en vue de l'élaboration de politiques et stratégies opérationnelles de développement durable. Dans ce cadre, le présent séminaire se concentrera sur l'évaluation des dimensions opérationnelles de la LCD.
- **Au plan national** de faire le point de la recherche francophone sur ces thématiques. Les produits du séminaire porteront sur les outils, les méthodes et les arguments étayés pouvant contribuer à l'élaboration ainsi qu'à l'évaluation de politiques, programmes et projets de restauration du capital naturel et de développement rural en zones arides. Ils seront mis au service des acteurs français de la coopération internationale, agences de développement, ministères, collectivités territoriales, instituts de recherche, délégations

officielles à la CNULCD afin d'éclairer l'aide à la décision locale et les négociations internationales en matière d'investissements dans la gestion durable des terres, et processus d'évaluation des projets, programmes et politiques.

Dans une telle perspective, faire un bilan de quinze ans de mise en œuvre de la convention nécessite d'aborder les paradoxes du développement durable largement repris dans la CNULCD. Il apparaît en effet que l'ambition d'une intégration harmonieuse des dimensions économiques, environnementales et sociétales, loin de s'imposer comme une évidence, révèle au contraire des questionnements d'une redoutable complexité, en particulier si l'on s'intéresse à l'évaluation des politiques, projets et programmes. Peut-on effectivement concilier développement économique, bien-être social et résilience des écosystèmes ? Les dispositifs de mise en œuvre de la CNULCD ont-ils réussi à relever ces défis, si oui comment, si non pourquoi ? Comment hiérarchiser la prise en compte des finalités sociales, économiques et environnementales dans la lutte contre la désertification ? La temporalité des retours sur expérience dans ces trois domaines est-elle compatible ? Quels enseignements nous apporte la recherche ?

Nous chercherons à éclairer ces questions en choisissant volontairement de faire un bilan qui passe par une entrée réflexive par les disciplines. Car bien que les disciplines se soient toutes inscrites dans l'ambition de relever le défi du « développement durable » pour résoudre les problèmes de lutte contre la désertification, les approches développées semblent être restées fortement segmentées, et dans une visée essentiellement prescriptive qui a eu des difficultés à croiser véritablement les regards, et à mettre en discussion de façon productive leurs divergences. L'enjeu de cette rencontre est de clarifier et de « travailler » ces controverses.

Dans cette perspective de clarification des controverses, le séminaire réunira différentes catégories d'acteurs de la lutte contre la désertification afin de confronter les résultats de leurs travaux de recherche et leurs expériences de mise en œuvre. Il recherchera une représentation large des acteurs concernés afin d'améliorer les processus d'évaluation pour une plus grande efficacité de leurs actions : des chercheurs et doctorants de disciplines diversifiées, sciences économiques et de gestion mais aussi sociologie, socio-anthropologie, géographie et sciences de la nature, ainsi que des acteurs de la société civile, des ONG et des représentants de la sphère décisionnelle, par exemple des responsables de l'aménagement d'un territoire, mais aussi des acteurs publics nationaux.

VALORISATION DU SÉMINAIRE

Le séminaire donnera lieu à l'édition d'actes et une sélection de communication sera proposée pour publication dans des revues scientifiques reconnues. Le produit final sera une publication collective présentant les résultats majeurs du séminaire pour une diffusion internationale.

Lors du déroulement du séminaire, sont notamment attendus :

- **l'explicitation des cadres théoriques, méthodes et outils d'évaluation** qui peuvent répondre aux besoins opérationnels des responsables des politiques et des opérations de lutte contre la désertification et la présentation d'expériences et d'études de cas pertinentes ;
- **l'exposé de l'intérêt et des limites de leur application** en lien avec d'une part les besoins des opérateurs et d'autre part, ceux des populations bénéficiaires ;
- **l'analyse des contextes locaux** dans leurs dimensions multiples, sociales, environnementales ou institutionnelles et son incidence dans l'exercice d'évaluation ;

- **la qualité prospective des grilles de lecture retenues**, une dimension stratégique pour les acteurs de terrain et pour ceux décisionnels, sera également explorée.

1. CSFD (www.csf-desertification.org). Les principaux partenaires français du CSFD sont l'AFD, le Ministère des Affaires étrangères et européennes, le Ministère de l'Ecologie, du Développement durable et de la Mer et le Ministère de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur

2. Atelier organisé par : Comité Scientifique Français de lutte contre la Désertification (avec Agropolis International), Ministère français des Affaires étrangères et européennes, Mécanisme Mondial de la Convention Internationale des Nations Unies de Lutte contre la Désertification (CNULCD), FIDA, FAO, Ministère italien des Affaires étrangères, avec l'appui de la Banque mondiale, de la GTZ, de l'AFD et de l'OSS

3. Voir sur le site du Mécanisme Mondial de la CNULCD les différents documents réalisés pour ce séminaire : www.global-mechanism.org/news--events/events/international-workshop-on-the-economic--social-costs-of-desertification/

Les axes de travail

Axe 1 : retour réflexif sur les approches économiques

La LCD peut être comprise comme un bien public localisé, national ou international et inclure par exemple la gestion de migrations, la lutte contre la pauvreté ou encore la production de services environnementaux. L'objectif de cet axe est d'une part de fournir les cadrages conceptuels et théoriques des évaluations économiques des projets, programmes et politiques de lutte contre la désertification ; d'autre part de faire le point en termes d'état des lieux, de résultats obtenus et de contraintes quant à l'utilisation des outils économiques par les acteurs du développement durable, pour la décision publique, et à différentes échelles.

Différents outils peuvent être mobilisés pour évaluer la production d'un bien public tel que la lutte contre la désertification. Comment l'analyse coût-bénéfice, l'analyse des systèmes et la modélisation prennent-ils en compte la multidimensionnalité du phénomène de la désertification et contribuent-ils à la mesure des externalités produites ? Les expériences et les connaissances développées à différentes échelles spatio-temporelles et à propos d'autres processus et enjeux environnementaux, comme par exemple la biodiversité ou l'eau, pourront également être discutées dans une perspective d'élaboration de cadres conceptuels de l'évaluation économique de la désertification : par exemple, la pertinence de l'approche en terme de paiements pour les services environnementaux pour le cas de la lutte contre la désertification.

Axe 2 : retour réflexif sur les approches socio-anthropologiques

Des démarches de type socio anthropologique ou même ethnoécologique, ancrées dans l'espace des territoires, sont aussi utiles à l'exercice d'évaluation afin d'explicitier ou anticiper certains effets socio-économiques et socio-environnementaux des projets de LCD et de GDT. Elles peuvent notamment participer à l'élaboration ou à la révélation de ressources territoriales

mobilisables pour le développement durable, comme le désert ou certaines oasis.

Cette notion de ressource territoriale des socio-écosystèmes, susceptible de modifier l'évaluation de projet dans ses méthodes comme dans ses résultats, ou de les requalifier, pourra être entendue au sens large : institutions, actifs spécifiques, foncier, action collective, différents types de capitaux, humain, social, environnemental, institutionnel, culturels, technique etc. afin d'expliquer les effets socio-économiques et environnementaux attendus ou ex-post d'un projet.

Axe 3 : retour réflexif sur les approches par la gouvernance

Nous aurions pu également intituler cet axe « approches en sciences politiques », mais il s'avère, que depuis les années 90, c'est bien en terme de gouvernance locale ou globale que la question est posée. L'objectif de ce troisième axe est donc d'avoir un retour réflexif sur ces approches qui insistent sur les différentes échelles d'intervention, la multiplicité des acteurs en jeu, leurs divergences d'intérêts et de points de vue dans la lutte contre la désertification.

Comment ces approches évaluent-elles et résolvent-elles les degrés de compatibilité ou de convergence entre les niveaux d'échelles et la diversité des acteurs en jeu ? Comment abordent-elles les processus stratégiques ? Est-on effectivement dans des dichotomies local vs global (les actions décidées localement seraient déterminées par des préoccupations immédiates alors que les décisions internationales seraient prises au nom du devenir de la planète) ? ou observe-t-on des modes de coordination variables, tout autant horizontaux que verticaux ? Y a-t-il convergences ou conflits entre les procédures issues des engagements internationaux des pays et les stratégies développées localement par les acteurs ? Comment cela influe-t-il sur les résultats des projets et politiques de LCD / GDT ?

Axe 4 : retour réflexif sur les approches naturalistes

Les approches ancrées dans les sciences de la nature et de la vie ont été très fortement mobilisées dans les projets de lutte contre la désertification. Leur caractère prescriptif, considéré comme souvent trop centré sur des facteurs bio-physico-chimiques, minimisant les facteurs et contraintes socio-économiques, fait qu'elles ont été fortement critiquées, en particulier lorsqu'il s'agit de faire une évaluation de projet, de politique ou de programme. Pourtant il paraît difficile d'envisager d'évacuer du processus évaluatif d'un projet, politique ou programme de lutte contre la désertification, la dimension d'efficacité environnementale du dispositif, même si le dispositif est prioritairement centré sur le développement d'actions socio-économiques.

Cet axe s'intéressera donc à la mise en discussion de ces approches et examinera leur capacité à être mobilisées dans les modèles d'évaluation tout en répondant à ces critiques. Dans la perspective d'un développement durable, les travaux sur la résilience des écosystèmes et l'élargissement du concept aux phénomènes sociaux et économiques pourront être enfin revisités afin de mettre en évidence des implications, notamment méthodologiques, pour l'exercice d'évaluation de projets, programmes et politiques de LCD.

Axe transversal : prospective et indicateurs comme outils d'aide à la décision

Version au 16/12/2010 ■

Afin de faciliter la mise en discussion des approches précédemment présentées, et afin de clarifier et de travailler ces controverses, un axe transversal est proposé. Il vise à analyser en quoi les indicateurs et la prospective, deux outils d'aide à la décision, permettent de mettre en discussion ces différentes approches pour une amélioration des situations et donc de la lutte contre la désertification.

La prospective peut-elle proposer une entrée originale pour la conception et l'étude des dispositifs de suivi-évaluation de projets, de programmes et de politiques de LCD ? Comment permet-elle de discuter les controverses ? Permet-elle une compréhension renouvelée du phénomène et de ses impacts dans leur multidimensionnalité ? dans leur dynamique d'évolution ? constitue-t-elle un outil d'apprentissage collectif différent des outils d'aide à la décision plus classiques (y compris les nombreux dispositifs participatifs) et pourquoi ?

Les systèmes de suivi-évaluation ont pour objectif de recenser les effets de projets, de programmes et de politiques : de mesurer leur niveau de réussite, d'identifier les échecs et de faciliter la capitalisation pour le futur, mais quels critères prennent-ils en compte ? cherchent-ils à être exhaustifs ? quelle priorisation des approches ? comment résolvent-ils les paradoxes du développement durable ? Quels types de systèmes de suivi-évaluation sont considérés comme utiles aux acteurs de terrains et aux décideurs pour mesurer les effets des politiques de LCD ?

Dans cet axe transversal, on se demandera enfin dans quelle mesure la conception de systèmes de suivi-évaluation de la LCD peut être utilement articulée, ou pas, à l'exercice de prospective dans la perspective d'évaluation de projets, programmes et politiques de LCD et sous quelles conditions.

Coordination

- Jean-Paul Chassany (Montpellier SupAgro, CSFD)
- Antoine Cornet (IRD, CSFD)
- Richard Escadafal (CESBio, CSFD)
- Maya Leroy, (AgroParisTech-Engref, CSFD)
- Mélanie Requier-Desjardins (CIHEAM-IAMM, CSFD)

Comité Scientifique

- Marc Bied-Charreton (CSFD)
- Patrick Caron (Cirad)
- Jean-Pierre Chauveau (IRD)
- Michel Garrabe (UM1)
- Sandrine Jauffret (Narges)
- Robert Lifran (Montpellier SupAgro)
- Philippe Méral (IRD)
- Jean-Michel Salles (CNRS)
- Sébastien Treyer (IDDRI)

Inscription

Veillez envoyer vos coordonnées complètes (avec email) au secrétariat du CSFD, avec les précisions que vous jugerez utiles pour organiser votre participation, accompagnées de votre proposition de communication, le cas échéant.

L'inscription à ce séminaire est gratuite.

Calendrier

Les propositions de communication, sur une page mentionnant les auteurs, leur affiliation/adresse, et précisant l'axe (ou les axes) privilégié, la question traitée, la méthodologie, ainsi que les retombées attendues, sont à envoyer avant le **31 janvier 2011** au secrétariat du CSFD.

- Réponse du Comité scientifique : février 2011
- Envoi des contributions écrites (45 000 signes maximum) : 15 mai 2011

Logistique

Les déjeuners seront pris sur place. Une formule d'hébergement économique sera proposée sur le site du séminaire. Les détails seront fournis dans la deuxième circulaire.

Langue de travail

Le séminaire aura lieu en français (sans traduction), mais les contributions en anglais sont bienvenues.

Secrétariat du CSFD

Annie Maillard
Agropolis International
Avenue Agropolis
34394 Montpellier CEDEX 5
Tél. : +33 (0)4 67 04 75 44
Fax. : +33 (0)4 67 04 75 99
maillard@agropolis.fr